

**Vive le Marxisme-Léninisme-Maoïsme !
Vive la guerre populaire !**

Parti Communiste révolutionnaire

Face à l'offensive réactionnaire, unir tout le peuple pour la lutte

Août 1973

[Ce document date de la période entre la tentative de coup d'Etat du 29 juin 73 et le coup d'Etat du 11 septembre 73.]

La démonstration militaire du vendredi 29 juin constitue une étape de plus dans l'attaque lancée par les ultraréactionnaires et par quelques entreprises yankees touchées par les réformes du gouvernement.

Ces secteurs, depuis un certain temps, préparent le coup d'Etat. Ils cherchent ainsi à s'opposer de façon brutale au peuple et à ses luttes et à résoudre leurs contradictions de classe avec la nouvelle bourgeoisie bureaucratique.

Ils pensent en finir de cette façon avec les libertés démocratiques bourgeoises, annuler les réformes qui leur portent du tort, et surtout réprimer les luttes des masses pour faire retomber sur elles le poids de la grave crise économique que connaît le pays.

Les faits qui viennent de se produire confirment ce qu'a affirmé dans différents documents le Parti communiste révolutionnaire déclarant que « le réformisme est l'antichambre du fascisme. »

Le réformisme (en particulier lorsqu'il se donne l'étiquette « marxiste ») aiguisé par sa démagogie les contradictions de classe, crée des illusions dans les masses, y compris lorsqu'il éveille leurs luttes, mais en même temps en les enfermant dans le légalisme et les institutions bourgeoises, il ne peut donner au peuple une orientation révolutionnaire prolétarienne et le désarme idéologiquement, politiquement et militairement.

Pendant ce temps, en réaction aux réformes et par crainte des masses, du marxisme authentique et du socialisme, se produit un regroupement et une extrême agressivité des secteurs réactionnaires.

Les masses demeurent ainsi (comme un malade qui a reçu un traitement qui ne convient pas) exposées à une féroce contre-offensive de leurs ennemis de classe et à la possibilité d'être réprimées brutalement et massacrées...

1. L'impérialisme yankee

En dépit de son agressivité et de ses liens avec les putschistes, par l'intermédiaire des entreprises U.S. touchées par des expropriations, l'impérialisme yankee se maintient dans une position de prudence vis-à-vis du gouvernement chilien.

Il joue différentes cartes, sans prendre position ouvertement envers l'une d'entre elles, afin de ne pas apparaître comme intervenant directement au Chili.

Il joue aussi bien le coup d'Etat que le compromis du gouvernement avec les dirigeants démocrates-chrétiens, fidèles serviteurs de l'impérialisme.

Fondamentalement, il cherche à renforcer le contrôle de notre économie et à profiter de la grave crise économique et politique existant au Chili, pour déconsidérer sur le plan international le « socialisme » et le « marxisme », en faisant passer pour tels cette expérience réformiste bourgeoise.

De fait, les moyens essentiels de dépendance qui intéressent aujourd'hui l'impérialisme yankee, se maintiennent ou se renforcent.

Si quelques entreprises nord-américaines ont été nationalisées en les payant un bon prix, nous avons fait monter notre dette extérieure jusqu'à la somme astronomique de 4 milliards 600 millions de dollars, devenant ainsi le deuxième pays le plus endetté du monde.

Non seulement d'importants capitaux U.S. se maintiennent dans l'industrie manufacturière, mais nous sommes aussi toujours dépendants en matière de technologie et dans des questions vitales comme les combustibles, les matières premières, les machines, les stocks, etc.

Mais ceci n'est pas tout.

Nos liens avec l'impérialisme ont atteint un tel point que pour pouvoir manger, nous dépendons chaque jour plus de ses crédits, sous peine d'affronter une situation catastrophique de famine.

En somme, l'impérialisme yankee, étant donné qu'il ne se heurte

pas de la part du gouvernement à une politique radicale et anti-impérialiste conséquente cherchant à éliminer totalement notre dépendance, préfère ne pas rehausser son prestige comme cela arriverait s'il intervenait ouvertement contre lui.

Il compte sur les effets de la crise et le succès de ceux qui, que ce soit par un coup d'Etat ou la soumission du gouvernement à leurs exigences, cherchent à le renverser. Il ne désire pas, pour le moment, se compromettre par une intervention ouverte qui permettrait de le faire apparaître comme responsable de l'échec d'une prétendue voie démocratique «vers le socialisme».

2. Les forces ultra-réactionnaires

Les forces ultra-réactionnaires, regroupées politiquement dans le Parti National, Patrie et Liberté, comme dans différentes corporations patronales et professionnelles, sont le plus durement touchées par les réformes et expropriations.

De ce fait, elles aspirent à renverser le gouvernement, réprimer le peuple et récupérer leur puissance économique. Il est indéniable que ces forces politiques rétrogrades se sont renforcées sous de multiples aspects.

Eles ont appris à agir de façon clandestine et illégales ; elles utilisent à fond leur influence au Parlement, dans les tribunaux et dans d'autres institutions bourgeoises ; elles développent le marché noir, la fuite des capitaux et d'autres moyens qui leur permettent d'aggraver la crise économique.

Elles se sont armées et ont créé des gardes blanches bien entraînées comme « Patrie et Liberté », « Proteco », « Commando Rolando Matus » et d'autres groupes paramilitaires

qui effectuent des attentats et des sabotages et se préparent à réprimer le peuple.

Elles ont appris à utiliser très efficacement la propagande, à organiser des actions de masse contre le gouvernement et ont accru l'influence des corporations et des associations patronales.

Et, ce qui est plus grave, elles ont renforcé leur influence dans le commandement des forces armées.

D'autre part, sur le terrain de l'activité politique elles agissent avec une grande habileté ; elles se présentent comme les défenseurs de la légalité et des institutions, tandis qu'elles les violent en permanence, en organisant le putsch.

Elles dissimulent la défense de leurs intérêts derrière des mots-d'ordre « nationalistes », « corporatistes » et autres, pris dans l'arsenal démagogique du fascisme et poussent le cynisme jusqu'à appuyer des conflits de travailleurs, si cela leur permet de mobiliser des forces contre le gouvernement.

3. La démocratie chrétienne

Devant la grave situation politique et économique, la Démocratie chrétienne joue ses cartes de façon prudente et habile. Elle ne veut pas se confondre avec les secteurs ultra-réactionnaires, mais (surtout les partisans de Frei) encourage les putschistes et surtout, s'unit à l'offensive corporatiste, électoraliste et parlementaire, contre le gouvernement.

La Démocratie Chrétienne profite des offensives séditieuses des ultraréactionnaires, pour lancer un ultimatum au gouvernement réformiste bourgeois, avec pour but d'essayer de l'obliger à

transiger avec eux pour éviter le coup d'Etat. Elle craint que certains secteurs d'extrême-droite réussissent en dehors d'elle, un coup d'Etat militaire qui ne lui donnerait pas la garantie qu'elle puisse contrôler constitutionnellement le gouvernement à l'avenir.

Pour cela, elle s'efforce de ne pas perdre ses liens avec ces milieux réactionnaires, et en même temps, de les utiliser pour en faire les négociateurs d'une reddition du gouvernement. En même temps, la Démocratie Chrétienne s'efforce d'accumuler le mécontentement grandissant de diverses couches des masses touchées par la crise, qui retombe principalement sur le peuple.

Elle utilise et accumule aussi l'exaspération des couches moyennes, fortement frappées par la crise et par des mesures aventuristes du gouvernement envers elles, pour accumuler des forces d'opposition sous sa direction.

Pour réaliser ces objectifs, la Démocratie Chrétienne opère une démagogie cynique, se présentant comme « défenseur » des couches qu'elle opprimait lorsqu'elle était au gouvernement. Elle cherche de cette façon à masquer sa complicité avec les putschistes.

4. L'appareil d'Etat bourgeois

Les efforts des dirigeants révisionnistes pour développer le capitalisme d'Etat et pour utiliser les mécanismes du gouvernement afin d'affronter l'offensive ultra-réactionnaire ont eu pour résultat le renforcement de l'appareil d'Etat bourgeois.

L'essentiel du pouvoir économique a été concentré dans un des piliers de l'appareil d'Etat bourgeois : le pouvoir exécutif.

Des légions de bureaucrates se sont introduites dans les entreprises et les interventions du gouvernement dans les entreprises privées se sont renforcées.

Ceci au milieu des chocs aigus de l'Exécutif avec le Parlement, les tribunaux, et d'autres institutions de l'Etat bourgeois où les forces de l'opposition de droite sont dominantes.

En même temps sont apparues, avec des votes du gouvernement et de l'opposition au Parlement, de nouvelles lois répressives comme la loi de Contrôle des armes.

Des efforts ont eu lieu pour aboutir à une plus grande dépendance et subordination des organisations syndicales et de masse en général envers le gouvernement.

Le renforcement du pouvoir exécutif au sein de l'appareil d'Etat bourgeois revêt des aspects positifs et négatifs, qui varient selon la situation politique.

Aujourd'hui, en même temps qu'il est l'expression de la dure lutte entre la nouvelle bourgeoisie bureaucratique réformiste et les grands exploiters, il contribue à l'aiguïser.

A l'avenir, un exécutif fort sera un obstacle difficile pour la conquête du pouvoir par le peuple, le développement du domaine d'Etat de l'économie et le pouvoir de l'exécutif feront comprendre à de larges contingents de travailleurs de ces entreprises, en se mobilisant contre l'exploitation, la nécessité de conquérir réellement le pouvoir pour résoudre leurs problèmes.

5. Les forces armées

Produit de l'aggravation des contradictions de classe (entre le peuple et l'impérialisme yankee ; entre le peuple et les réactionnaires ; entre le peuple et la nouvelle bourgeoisie bureaucratique ; entre celle-ci et l'impérialisme et entre les différentes couches bourgeoises) aussi bien que de la crise économique, qui fait vaciller le système, les forces armées sont apparues une fois de plus, de façon claire, comme les piliers du régime bourgeois.

Tous les secteurs bourgeois (aussi bien de l'opposition que du gouvernement), en même temps qu'ils violent l'institution et la légalité bourgeoise, lorsque cela répond à leurs intérêts, accusent l'autre de le faire et réclament l'intervention des forces armées.

Les ultra-réactionnaires accusent le gouvernement de s'éloigner de la constitution en vigueur et incitent les Forces Armées à le renverser ; le gouvernement de son côté, réclame leur appui contre les tentatives séditionnelles, les attentats et les sabotages de l'extrême-droite.

La crise politique, ainsi que les flatteries et les pots de vin que le gouvernement a adressés à l'armée n'ont réussi qu'à la renforcer dans son rôle de défenseur du régime bourgeois dépendant qu'il y a au Chili.

Ceci a rendu aussi plus dangereux le rôle sans cesse croissant que les secteurs ultra-réactionnaires jouent sur elle.

Le coup de semonce du vendredi 29 juin, qui, c'est certain, a plus de ramifications que celles qui ont été mises à jour, est la première démonstration que les forces armées ne sont pas si

démocratiques, apolitiques et fidèles à la Constitution qu'on le dit.

La lutte des classes se développant, ainsi que l'aggravation des contradictions entre différents groupes bourgeois, et certains d'entre eux avec l'impérialisme yankee, ce dernier a été obligé de jouer en Amérique Latine la carte des forces armées.

Déjà, dans le message de Rockefeller, était très clair le rôle qu'il leur donnait dans les moments critiques. Quand la crise est très aiguë elles passent du rôle de gardiennes du régime à celui d'administrateur direct.

Pour cela, depuis des années, il leur a donné une instruction spéciale, non seulement dans les techniques militaires mais aussi dans tous les domaines nécessaires au fonctionnement de l'Etat.

6. Le pouvoir populaire

Face à la nouvelle attaque réactionnaire, les masses révolutionnaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Unité populaire, se sont mobilisées une fois de plus. Elles ont effectué de combatives mobilisations de rue ; elles ont confisqué des moyens de transport ; elles ont occupé des usines ; et de plus, elles font des efforts pour s'armer et se préparer à combattre.

Tout ceci tient au fait que le peuple a compris que le putsch ultraréactionnaire vise non seulement les nouvelles couches de la bourgeoisie bureaucratique réformiste qui dirigent le gouvernement, mais aussi, fondamentalement, ses propres organisations, ses droits et intérêts de classe.

Les dirigeants révisionnistes, qui se sont toujours opposés aux

initiatives, aux formes organisationnelles et aux actions combatives des masses (cordons industriels, commandos de communes, armement des masses), apparaissent aujourd'hui appuyer ces initiatives et formes organisationnelles. Ils le font dans un double but.

D'une part, pour ne pas être isolés et pour empêcher qu'il n'en sorte une véritable direction révolutionnaire prolétarienne, qui, partant des intérêts matériels et politiques des masses, conduise à une lutte pour conquérir réellement le pouvoir.

D'autre part, pour faire pression sur ceux qui cherchent à renverser le gouvernement et obtenir de la Démocratie chrétienne un compromis avantageux, en trouvant dans les limites du système actuel une issue à la crise politique et économique.

Dans le meilleur des cas, ils se proposent seulement de défendre le gouvernement actuel et son programme réformiste bourgeois, et en aucun cas de poser la base d'un programme réellement révolutionnaire qui conduise à une véritable conquête du pouvoir le peuple.

Certains secteurs dirigeants de l'Unité populaire ou liés à elle, tout en étant influencés par des tendances trotskystes ou castristes, avancent certains points de programme plus avancés et s'efforcent de mobiliser les masses devant la menace de putsch. Ceci offre de larges possibilités d'unité d'action avec eux.

Mais, en raison de leur idéologie petite bourgeoise, ils vont de l'opportunisme à l'aventurisme, du sectarisme au spontanéisme pour mobiliser les masses. D'un côté, ils comprennent la nécessité de mobiliser les masses mais d'un autre côté ils se laissent traîner par le sectarisme des révisionnistes qui aspirent

contrôler de façon exclusive les organismes de masse pour les mettre a service du gouvernement.

D'un côté, il lancent des mots d'ordre plus avancés comme de ne pas verser d'indemnisations et de ne pas payer la dette extérieure, et de l'autre ils se contentent d'un simple appui au gouvernement réformiste bourgeois.

D'un côté, ils reconnaissent la nécessité de se préparer pour combattre et éviter ainsi un coup d'Etat ou un compromis ; et de l'autre, ils répandent parmi les masses une dangereuse illusion qui consiste à faire croire que des organismes qui peuvent être utilisés comme instruments dans la lutte pour la conquête du pouvoir, seraient déjà l'expression d'un "pouvoir populaire" parallèle au pouvoir bourgeois.

Le véritable pouvoir populaire existera seulement lorsqu'il aura été arraché des mains des réactionnaires, en écrasant les forces armées qui les défendent.

Prétendre que le pouvoir populaire peut se réaliser en s'auto-proclamant comme tel, c'est soit une position aventuriste qui conduira les masses à subir une grave défaite de la part des forces répressives bien armées et entraînées ; ou bien ce n'est qu'un bluff destiné à obtenir des concessions et à transiger pour présenter le pouvoir actuel comme l'expression du « pouvoir populaire, »

7. L'alternative révolutionnaire

La condition d'une réelle alternative révolutionnaire consiste à placer, sans sectarisme d'aucune sorte, toutes les forces populaires sous une orientation révolutionnaire correcte.

Cette orientation suppose en premier lieu de se débarrasser une fois pour toutes des illusions légalistes et réformistes selon lesquelles il est possible de vaincre les ennemis du peuple en respectant la légalité bourgeoise ; en pensant qu'il est possible d'aller vers le socialisme en gardant le système actuel et en se soumettant à ses institutions et lois réactionnaires.

Cela exige de rejeter l'illusion que le pouvoir populaire – sans force armée efficace - pourrait se développer comme un « germe » ou une « plante » au sein du pouvoir bourgeois et que celui-ci céderait des positions et s'éteindrait progressivement sans être écrasé.

L'idée de développer progressivement le « pouvoir populaire » n'est qu'une nouvelle version du réformisme, sur un terrain encore plus dangereux que celui des réformes politiques ou sociales.

On peut et on doit développer, préparer et armer sérieusement des organes de lutte pour la prise du pouvoir, pleinement conscients qu'ils n'ont pas le pouvoir, et qu'ils auront à combattre pour le conquérir.

Une orientation révolutionnaire exige de démasquer et d'isoler les dirigeants révisionnistes et réformistes qui se donnent des airs combatifs pour négocier en bonne position avec la Démocratie chrétienne et maintenir jusqu'où elle leur permettra l'actuelle politique réformiste bourgeoise, incapable d'affronter la contre-offensive réactionnaire et dont les effets retombent sur les épaules du peuple.

Elle nécessite d'appuyer et d'orienter l'initiative des masses vers

la défense de leurs intérêts matériels et politiques, afin de dépasser les limites des luttes revendicatives et légalistes et, en combattant l'exploitation, de mettre en place un programme réellement révolutionnaire et d'organiser la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

On ne peut qualifier la mobilisation des travailleurs, qui se défendent contre la faim et la misère poussées à l'extrême par la crise, d' « économisme sans principes ».

Au contraire, la lutte des masses pour améliorer leurs salaires, pour freiner les hausses, pour combattre les spéculateurs, pour la nourriture... A TRAVERS LES PRINCIPES D'UN PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE, doit être un puissant affluent dans la lutte contre les putschistes, pour dénouer la crise par des mesures révolutionnaires, et avancer vers la prise du pouvoir.

Si ces exigences des masses sont ignorées ou combattues, dans la mesure où s'intensifie la crise, les démagogues de la Démocratie chrétienne et les autres forces réactionnaires réussiront à mieux tromper le peuple.

De même, si les travailleurs des entreprises moyennes et petites doivent être mobilisés pleinement, il faut combattre la politique aventuriste qui consiste à frapper ces entrepreneurs au même titre que les monopolistes, les poussant ainsi dans leurs bras. On doit essayer au moins de les neutraliser et de leur donner des garanties afin d'isoler les exploiters les plus puissants.

Autrement, le front unique des ultra-réactionnaires se renforcera et la crise économique qui retombe sur le peuple s'aggravera.

Cette politique aventuriste qui frappe les entreprises petites et moyennes n'est que la contrepartie d'une politique conciliatrice du réformisme avec les grands exploiters.

8. Unir de larges forces pour la lutte

La lutte pour la conquête du pouvoir, à laquelle les réactionnaires et l'impérialisme U.S. s'opposeront par tous les moyens y compris les armes, doit être une lutte de tout le peuple, résolue et ferme mais non aventuriste.

Elle doit partir du principe que les ennemis à renverser (parmi lesquels se trouve un agresseur brutal comme l'impérialisme yankee) sont très puissants et influents ; ils ont des forces armées régulières à leur service et des gouvernements en Amérique latine et dans le reste du monde qui les appuieront.

POUR LES VAINCRE, IL FAUT UNE LUTTE PROLONGEE ET IL NE SERA PAS POSSIBLE DE LES ECRASER PAR UNE INSURRECTION DE COURTE DUREE.

Au cours de cette lutte prolongée où le peuple doit s'armer sérieusement et acquérir l'expérience du combat armé, tandis que les avantages en faveur du peuple augmenteront, les contradictions s'aiguiseront dans le camp ennemi.

Il est nécessaire pour cela d'éviter les rencontres « décisives » que cherchera l'ennemi pour profiter de sa supériorité initiale en armes et en expériences militaires, avec pour objectif de détruire les forces populaires.

L'infériorité stratégique initiale du peuple en matière d'armements et de l'expérience des combats doit être compensée

en livrant seulement des batailles où il a la supériorité tactique, de façon à anéantir l'ennemi par morceaux.

Les jours qui viennent seront sûrement durs. L'ennemi de classe n'abandonnera pas sa volonté de défendre ses intérêts et d'opprimer brutalement le peuple pour se décharger sur lui de la crise.

Le coup d'Etat réactionnaire n'a pas été conjuré. On ne peut avoir aucune confiance dans les forces armées créées et contrôlées par la bourgeoisie.

D'autre part, « l'échec » aux menaces putschistes, s'il ne repose pas sur une profonde mobilisation révolutionnaire du peuple, sur une marche authentique vers la conquête du pouvoir, reposera sur des compromis qui rendront encore plus dures les conditions de vie du peuple.

Le peuple doit se rassembler d'urgence pour combattre à fond ses ennemis : l'impérialisme U.S. et la grande bourgeoisie monopoliste de la ville et de la campagne.

On ne peut prétendre unir tout le peuple pour combattre et écraser les ennemis essentiels en acceptant et en se soumettant à la division entre opposition et gouvernement.

Aussi bien parmi les forces influencées par les partis d'opposition que parmi celles qui sont influencées par le gouvernement, il y a des millions de personnes qui devront s'unir sous une direction prolétarienne correcte.

Le groupe réformiste qui dirige le gouvernement, inspiré par le mesquin et étroit intérêt de s'y maintenir, frappe sans distinction

des travailleurs et des couches moyennes qui devront s'unir contre les grands exploiters. Ainsi, il les rejette dans les bras de l'ennemi.

D'un autre côté, la poignée de dirigeants réformistes et réactionnaires de la Démocratie chrétienne, bien qu'étant d'accord avec quelques réformes, désirent que la crise s'approfondisse et que le gouvernement s'écroule, pour retourner administrer le gouvernement, afin de mieux servir l'impérialisme et aussi en fonction de leurs intérêts de classe.

L'unité révolutionnaire du peuple peut seule réaliser un programme avec des mesures décisives contre les exploiters essentiels, des avantages pour les travailleurs et des garanties aux couches moyennes qui les éloignent de l'influence ultra-réactionnaire.

L'unité peut seule, en abandonnant l'idée que les grands exploiters accepteront pacifiquement et dans le cadre de leur légalité d'être expropriés, en mobilisant largement le peuple, agir en accord avec ce fait.

Le noyau de l'unification du peuple doit être constitué de ces forces, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Unité populaire et aussi des couches radicalisées qui sont sous l'influence des partis d'opposition, qui comprennent que pour faire échouer le coup d'Etat fasciste, ainsi que les tendances à vouloir l'empêcher par des compromis sur le dos du peuple, il faut se mobiliser pour mettre en échec la résistance armée de l'adversaire.

Les divergences sur la façon d'organiser cette lutte et sur une plate-forme commune qui unisse le peuple doivent être discutées dans le cours même de l'unité d'action destinée à organiser la

lutte populaire pour barrer la route au putsch, empêcher les compromis réactionnaires et avancer vers la conquête réelle du pouvoir.

Beaucoup de doutes et d'erreurs se corrigeront dans la pratique même et dans le combat pour lier les mains puis écraser les putschistes.

Ce qui doit être clair en tout cas, c'est que cette unité révolutionnaire ne peut être dirigée par les réformistes, les hésitants, ceux qui rêvent de conjurer le putsch en faisant des concessions aux réactionnaires et à leurs lois, et en maintenant un programme et un style de lutte réformistes.